

Attestation d'Accessibilité
(ERP (Etablissement Recevant du Public) catégorie 5)
Déclaration sur l'honneur

Conformément à l'article R.111-19-33 du code de la construction et de l'habitation
et au décret 2014-1327 du 05/11/2014,

Monsieur Henri Charon, représentant du Pôle Interrégional Ile de France Groupe MACIF, 64

Je soussigné(e), rue René Boulanger 75010 Paris
(Nom et adresse du propriétaire ou gestionnaire)

propriétaire ou gestionnaire de l'établissement de catégorie 5 et de type...W.....
(Cocher la case correspondante)

...Point d'Accueil Physique MACIF.....
(Dénomination de l'établissement)

n° SIRET/SIREN, (à défaut votre date de naissance), 781 452 511 05698

situé 6 rue Molière cc Franciades 91300 MASSY
(Adresse complète)

**Déclare et atteste sur l'honneur que l'établissement sus-mentionné répond aux
règles d'accessibilité en vigueur au 31 décembre 2014.**

Cette conformité à la réglementation accessibilité prend en compte (cocher le cas échéant) :

- le recours à une ou plusieurs dérogations, obtenue(s) en application de l'article R.111-19-10 du code de la construction et de l'habitation (cf. arrêté préfectoral accordant la ou les dérogations ci-joint) et, en cas de dérogation accordée à un établissement recevant du public remplissant une mission de service public, la mise en place de mesures de substitution permettant d'assurer la continuité du service public ;
- l'accessibilité d'une partie de l'établissement de 5^{ème} catégorie dans laquelle l'ensemble des prestations peut être délivré et, le cas échéant, la délivrance de certaines de ces prestations par des mesures de substitution.

J'ai pris connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation, en application des articles 441-1 et 441-7 du code pénal.

Fait à Paris, le 12 octobre 2017

Signature

Groupe MACIF
Service Immobilier
64 rue René Boulanger
75010 PARIS



Article 441-1 du code pénal

Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques.

Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende.

Article 441-7 du code pénal

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :

- 1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- 2° De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
- 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui.